

**No. 28260**

---

**FRANCE  
and  
CANADA**

**Treaty on mutual assistance in penal matters. Signed at Paris  
on 15 December 1989**

*Authentic texts: French and English.*

*Registered by France on 31 July 1991.*

---

**FRANCE  
et  
CANADA**

**Convention d'entraide judiciaire en matière pénale. Signée à  
Paris le 15 décembre 1989**

*Textes authentiques : français et anglais.*

*Enregistrée par la France le 31 juillet 1991.*

# CONVENTION<sup>1</sup> D'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DU CANADA

Le Gouvernement de la République française

et

Le Gouvernement du Canada,

désireux de conclure une Convention d'entraide judiciaire en matière pénale,

sont convenus des dispositions suivantes :

## Article 1

### CHAMP D'APPLICATION

1. Les deux Etats s'engagent à s'accorder mutuellement, selon les dispositions de la présente Convention, l'entraide judiciaire la plus large possible dans la recherche et la poursuite des infractions pénales dont la sanction relève des autorités judiciaires de l'Etat requérant.
2. La présente Convention ne s'applique ni à l'exécution des décisions d'arrestation et de condamnation ni aux infractions militaires qui ne constituent pas des infractions de droit commun.

<sup>1</sup> Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1991, soit le premier jour du deuxième mois ayant suivi la date de réception de la dernière des notifications (des 21 janvier et 11 mars 1991) par lesquelles les Parties s'étaient informées de l'accomplissement des procédures requises, conformément au paragraphe 2 de l'article 19.

Article 2

## DEFINITIONS

Aux fins de la présente Convention,

1. "Infraction pénale" désigne :

- pour la France, les infractions relevant de la compétence des tribunaux statuant en matière pénale,

- pour le Canada, les infractions établies par une loi du Parlement ou de la législature d'une province.

2. "Autorités compétentes" désigne les autorités qui ont formé une demande d'entraide judiciaire, soit qu'elle émane d'une autorité judiciaire, soit qu'elle ait été visée par le Procureur Général du Canada ou d'une province ou l'un de leurs substituts.

Article 3

## TRANSMISSION DES DEMANDES

Les demandes d'entraide judiciaire devront être adressées par le Ministère de la Justice de l'Etat requérant au Ministère de la Justice de l'Etat requis et les actes résultant de leur exécution seront transmis par la même voie.

Article 4

## MOTIFS DE REFUS

L'entraide judiciaire pourra être refusée :

1. Si la demande se rapporte à des infractions considérées par l'Etat requis, soit comme des infractions politiques, soit comme des infractions connexes à des infractions politiques, soit comme des infractions en matière de taxes et impôts, de douane ou de change ;

2. Si l'Etat requis estime que l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité, à son ordre public ou à d'autres de ses intérêts essentiels ;

3. Si, s'agissant d'une demande ayant pour objet l'exécution de mesures de perquisition ou de saisie, les faits constitutifs des infractions qui la motivent étaient passibles dans l'Etat requis, dans la mesure où ils relèveraient de sa compétence, d'une peine privative de liberté de moins de 2 ans.

#### Article 5

##### ACTES D'ENQUETE ET D'INSTRUCTION

1. L'Etat requis fera exécuter, conformément à sa législation, les demandes d'entraide judiciaire relatives à une affaire pénale qui lui seront adressées par les autorités compétentes de l'Etat requérant et qui ont pour objet l'accomplissement d'actes d'enquête ou d'instruction, y compris de perquisitions, saisies et auditions de témoins, ou la communication de pièces à conviction, de dossiers ou de documents.

2. Toute demande est exécutée conformément à la législation de l'Etat requis et, dans la mesure où ladite législation ne l'exclut pas, conformément aux formes spécifiées dans la demande. Notamment, l'Etat requérant pourra demander que l'exécution de la demande soit effectuée par une autorité judiciaire, ou que les témoins ou experts déposent sous serment.

3. Si l'Etat requérant le demande expressément, l'Etat requis l'informera de la date et du lieu d'exécution de la demande d'entraide. Si l'Etat requis y consent, les autorités de l'Etat requérant et les personnes en cause mentionnées dans sa demande pourront assister à l'audition de témoins et, le cas échéant, à l'exécution d'autres demandes et pourront, dans la mesure où la législation de

l'Etat requis le permet, interroger les témoins ou les faire interroger.

4. L'Etat requis donnera suite aux demandes de permission ou de saisie dans la mesure permise par sa législation, à condition que les renseignements fournis par les autorités compétentes de l'Etat requérant permettent une telle mesure.

5. L'Etat requis pourra ne transmettre que des copies ou photocopies certifiées conformes des dossiers ou documents demandés. Toutefois, si l'Etat requérant demande expressément la communication des originaux, il sera donné suite à cette demande dans toute la mesure du possible.

#### Article 6

##### REMISE D'OBJETS, DE DOSSIERS OU DE DOCUMENTS

1. L'Etat requis pourra surseoir à la remise des objets, dossiers ou documents dont la communication est demandée, s'ils lui sont nécessaires pour une procédure pénale en cours.

2. Les objets, ainsi que les originaux des dossiers ou documents, qui auront été communiqués en exécution d'une demande, seront renvoyés aussitôt que possible par l'Etat requérant à l'Etat requis, à moins que celui-ci n'y renonce.

#### Article 7

##### REMISE D'ACTES DE PROCEDURE ET DE DECISIONS JUDICIAIRES

1. L'Etat requis procédera, conformément à sa législation, à la remise des actes de procédure et des décisions judiciaires qui lui seront envoyés à cette fin par l'Etat requérant. Cette remise pourra être effectuée par simple transmission de l'acte ou de la décision au destinataire.

2. Si la partie requérante le demande expressément, l'Etat requis effectuera, dans la mesure compatible avec sa législation, la remise dans la forme demandée par l'Etat requérant.

3. La preuve de la remise se fera au moyen d'un récépissé daté et signé par le destinataire ou d'une déclaration de l'Etat requis constatant le fait, la forme et la date de la remise. L'un ou l'autre de ces documents sera immédiatement transmis à l'Etat requérant. Si la remise n'a pu se faire, l'Etat requis en fera connaître immédiatement le motif à l'Etat requérant.

#### Article 8

##### DÉFAUT DE COMPARUTION

Le témoin ou l'expert qui n'aura pas déféré à une citation à comparaître émanant de l'Etat requérant et dont la remise a été demandée ne pourra être soumis, alors même que cette citation contiendrait des injonctions, à aucune sanction ou mesure de contrainte, à moins qu'il ne se rende par la suite de son plein gré sur le territoire de l'Etat requérant et qu'il n'y soit régulièrement cité à nouveau.

#### Article 9

##### IMMUNITES

1. Aucun témoin ou expert, de quelque nationalité qu'il soit, qui, à la suite d'une demande, comparaîtra devant les autorités compétentes de l'Etat requérant ou les assistera, ne pourra être ni poursuivi, ni détenu, ni soumis à aucune autre restriction de sa liberté individuelle sur le territoire de cet Etat pour des faits ou condamnations antérieurs à son départ du territoire de l'Etat requis.

2. Aucune personne, de quelque nationalité qu'elle soit, citée devant les autorités judiciaires de l'Etat requérant, dans la mesure où la législation de cet Etat per-

met telle citation, afin d'y répondre des faits pour lesquels elle fait l'objet de poursuites, ne pourra y être ni poursuivie, ni détenue, ni soumise à aucune autre restriction de sa liberté individuelle pour des faits ou condamnations antérieurs à son départ du territoire de l'Etat requis et non visés par la citation.

3. L'immunité prévue au présent article cessera lorsque le témoin, l'expert ou la personne poursuivie, ayant eu la possibilité de quitter le territoire de l'Etat requérant pendant 30 jours consécutifs après que sa présence n'était plus requise par les autorités compétentes, sera néanmoins demeurée sur ce territoire ou y sera retournée après l'avoir quitté.

#### Article 10

##### INDEMNITES ET FRAIS AUX TEMOINS ET EXPERTS

1. Les indemnités à verser ainsi que les frais de voyage et de séjour à rembourser au témoin ou à l'expert par l'Etat requérant seront calculés depuis le lieu de sa résidence et lui seront accordés selon des taux au moins égaux à ceux prévus par les tarifs et règlements en vigueur dans l'Etat où l'audition doit avoir lieu.

2. Si l'Etat requérant estime que la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert devant ses autorités compétentes ou son assistance à ces autorités est particulièrement nécessaire, il en fera mention dans la demande de remise de la citation et l'Etat requis en informera le témoin ou l'expert. L'Etat requis fera connaître à l'Etat requérant la réponse du témoin ou de l'expert. Dans ce cas, la demande ou la citation devra mentionner le montant approximatif des indemnités à verser, ainsi que des frais de voyage et de séjour à rembourser.

3. Si une demande lui est présentée à cette fin, l'Etat requis pourra consentir une avance au témoin ou à l'expert. Celle-ci sera mentionnée sur la demande ou la citation et remboursée par l'Etat requérant.

Article 11

## TRANSFEREMENT DES DETENUS

i. Toute personne détenue dont la comparution personnelle en qualité de témoin ou aux fins de confrontation ou dont l'assistance aux autorités compétentes est demandée par l'Etat requérant sera transférée temporairement sur le territoire de l'Etat requérant sous condition de son renvoi dans le délai indiqué par l'Etat requis et sous réserve des dispositions de l'article 9 dans la mesure où celles-ci peuvent s'appliquer.

2. Le transfèrement pourra être refusé :

a) si la personne détenue n'y consent pas ;

b) si sa présence est nécessaire dans une procédure pénale en cours sur le territoire de l'Etat requis ;

c) si son transfèrement est susceptible de prolonger sa détention ; ou

d) si d'autres considérations imperieuses s'opposent à son transfèrement sur le territoire de l'Etat requérant.

ii. La personne transférée devra rester en détention sur le territoire de l'Etat requérant, à moins que l'Etat requis du transfèrement ne demande sa mise en liberté.

Article 12

## CONTENU DES DEMANDES

1. Les demandes d'entraide devront contenir les indications suivantes :

a) l'autorité dont émane la demande,

b) l'objet et le motif de la demande,

c) dans la mesure du possible, l'identité et la nationalité de la personne en cause et,

d) le nom et l'adresse du destinataire, s'il y a lieu, ou le plus grand nombre possible de renseignements permettant son identification et sa localisation.

2. Elles pourront en outre contenir tous éléments d'information que l'Etat requérant estimera utiles à l'Etat requis pour l'exécution de la demande.

3. Les demandes prévues à l'article 5 mentionneront également la qualification juridique des faits et contiendront un exposé sommaire desdits faits. En outre, les demandes prévues au paragraphe 4 dudit article devront être accompagnées des renseignements permettant à l'Etat requis d'apprécier s'il peut y donner suite, y compris les raisons laissant à croire que des pièces à conviction, des dossiers ou des documents se trouvent en un lieu donné du territoire de l'Etat requis.

#### Article 13

##### CONFIDENTIALITE

Chacun des deux Etats peut demander à l'autre de garder le secret sur la demande et sa réponse sauf dans la mesure nécessaire pour l'exécution de la demande et l'utilisation de la réponse. Chacun des deux Etats s'efforcera de satisfaire à cette requête.

#### Article 14

##### DISPENSE DE LEGALISATION

Les demandes d'entraide judiciaire et les pièces les accompagnant sont dispensées de toute formalité de légalisation.

Article 15

## MOTIVATION DU REFUS

L'Etat requis informera aussi rapidement que possible l'Etat requérant de toute décision de refus total ou partiel d'une demande ainsi que du motif d'une telle décision.

Article 16

## FRAIS

1. Sous réserve des dispositions de l'article 10, à exécution des demandes d'entraide se donnera lieu au remboursement d'aucun frais, à l'exception de ceux occasionnés par l'intervention d'experts sur le territoire de l'Etat requis et par le transfèrement de personnes détenues en application de l'article 11.

2. Toutefois, s'il apparaît que l'exécution de la demande entraîne ou est susceptible d'entraîner des frais exceptionnels, les deux Etats se consultent en vue de déterminer les modalités selon lesquelles l'exécution de la demande peut se poursuivre.

Article 17

## LANGUES

Les demandes d'entraide judiciaire et les documents qui les accompagnent peuvent être établis indifféremment en langue française ou anglaise.

Article 18

## CONSULTATIONS

Les Etats peuvent se consulter, à la demande de l'un d'entre eux, sur l'interprétation et l'application de la présente Convention.

Article 19

## ENTREE EN VIGUEUR ET DENONCIATION

1. Chacun des deux Etats notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises pour l'entrée en vigueur de la présente Convention.
2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière notification.
3. Chacun des deux Etats pourra à tout moment dénoncer la présente Convention en adressant à l'autre, par la voie diplomatique, une notification de dénonciation. La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de ladite notification.

En foi de quoi, les représentants des deux Gouvernements, dûment autorisés, ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Paris . le 15 décembre 1989 en double exemplaire, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République française :

[Signed]<sup>1</sup>

Pour le Gouvernement  
du Canada :

[Signed]<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Signé par Pierre Arpaillange.

<sup>2</sup> Signé par Pierre Blais.

TREATY<sup>1</sup> BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF  
FRANCE AND THE GOVERNMENT OF CANADA ON MUTUAL  
ASSISTANCE IN PENAL MATTERS

---

The Government of the Republic of France

and

The Government of Canada,

desiring to enter into a Treaty on Mutual Assistance in Penal  
Matters,

have agreed as follows :

Article 1

SCOPE OF APPLICATION

1. The two States undertake to afford each other, in accordance with the provisions of this Treaty, the widest measure of mutual assistance in the investigation and the prosecution of penal offences, the punishment of which is a matter for the judicial authorities of the requesting State.
2. This Treaty does not apply to the execution of decisions to arrest and to convict, nor to military offences which are not offences under ordinary criminal law.

---

<sup>1</sup> Came into force on 1 May 1991, i.e., the first day of the second month following the date of receipt of the last of the notifications (of 21 January and 11 March 1991) by which the Parties had informed each other of the completion of the required procedures, in accordance with article 19 (2).

Article 2

## DEFINITIONS

For the purposes of this Treaty,

1. "penal offence" means:

- in relation to France, offences within the jurisdiction of courts ruling in penal matters;
- in relation to Canada, offences created by a law of Parliament or of the legislature of a province;

2. "competent authorities" means the authorities which have presented a request for mutual assistance, whether emanating from a judicial authority or endorsed by the Attorney General of Canada or of a province or one of their agents.

Article 3

## TRANSMISSION OF REQUESTS

Requests for mutual assistance shall be sent by the Department of Justice of the requesting State to the Department of Justice of the requested State, and responses thereto shall be transmitted through the same channel.

Article 4

## REASONS FOR REFUSAL

Assistance may be refused:

1. if the request concerns an offence which the requested State considers a political offence, an offence connected with a political offence, or an offence relating to income or other taxes, customs or exchange;

2. if the requested State considers that the execution of the request is likely to prejudice its sovereignty, security, "ordre public" or other of its essential interests;
3. if, in the case of a request for the execution of a search or seizure, the acts or omissions which constitute the offence giving rise to the request would be punishable in the requested State by a sentence of imprisonment of less than two years, had those acts or omissions been committed within its jurisdiction.

### Article 5

#### CARRYING OUT INVESTIGATIONS AND GATHERING EVIDENCE

1. The requested State shall, in accordance with its law, execute requests for mutual assistance in a penal matter addressed to it by the competent authorities of the requesting State and seeking to have investigations carried out or evidence gathered, including searches, seizures, the hearing of witnesses, or the transmission of exhibits, records or documents.
2. Requests shall be executed in accordance with the law of the requested State and, where the law does not preclude it, in accordance with the terms set out in the request. In particular, the requesting State may request that the request be executed by a judicial authority, or that evidence of witnesses and experts be taken under oath.
3. The requested State shall inform the requesting State, upon the latter's request, of the date and place for the execution of the request for mutual assistance. If the requested State so consents, the authorities of the requesting State and those persons referred to in the request who are involved in the matter giving rise to the request may attend at the hearing of witnesses and, in the appropriate case, at the execution of other requests, and may, to the extent permitted by the law of the requested State, examine the witnesses or cause them to be examined.

4. The requested State shall execute requests for search or seizure to the extent permitted by its law, provided that the information supplied by the competent authorities of the requesting State supports such action.

5. The requested State will only provide certified true copies or photocopies of the records or documents requested. However, should the requesting State expressly request the provision of originals, such request shall be complied with to the extent possible.

#### Article 6

##### TRANSMISSION OF OBJECTS, RECORDS OR DOCUMENTS

1. The requested State may postpone the transmission of objects, records or documents which are requested if they are needed for an ongoing penal proceeding in the requested State.

2. Objects and originals of records or documents transmitted in execution of a request shall be returned as soon as possible by the requesting State to the requested State, unless the latter State waives the return.

#### Article 7

##### SERVICE OF WRITS AND RECORDS OF JUDICIAL VERDICTS

1. The requested State shall effect service of writs and records of judicial verdicts which are transmitted to it for this purpose by the requesting State in accordance with its law. Service may be effected by simple transmission of the writ or the record to the person to be served.

2. If the requesting party expressly so requests, the requested State shall carry out the service in the form requested by the requesting State, to the extent consistent with the law of the requested State.

3. Proof of service shall be given by means of a receipt dated and signed by the person served or by means of a declaration made by the requested State that service has been effected and stating the form and date of such service. One or other of these documents shall be sent immediately to the requesting State. If service cannot be effected, the reasons shall be communicated immediately by the requested State to the requesting State.

#### Article 8

##### FAILURE TO APPEAR

A witness or expert who fails to answer a summons to appear, emanating from the requesting State and service of which has been requested, shall not, even if the summons contains a notice of penalty, be subjected to any punishment or measure of restraint, unless subsequently that person voluntarily enters the territory of the requesting State and is there again duly summoned.

#### Article 9

##### IMMUNITIES

1. A witness or expert, whatever that person's nationality, who, pursuant to a request appears before or assists the competent authorities of the requesting State, shall not be prosecuted or detained or subjected to any other restriction of personal liberty in the territory of that State in respect of acts, omissions or convictions anterior to that person's departure from the territory of the requested State.

2. A person, whatever that person's nationality, summoned before the judicial authorities of the requesting State to answer for acts or omissions forming the subject of proceedings against that person, to the extent that the law of that State allows for such summons, shall not be prosecuted or detained or subjected to any other restriction of personal liberty for acts, omissions or

convictions anterior to that person's departure from the territory of the requested State and not specified in the summons.

3. The immunity provided for in this Article shall cease when the witness, expert or person being prosecuted, having had an opportunity to leave for a period of thirty consecutive days from the date when that person's presence is no longer required by the competent authorities, has nevertheless remained in the territory, or having left it, has returned.

#### Article 10

##### FEES AND EXPENSES OF WITNESSES AND EXPERTS

1. The allowances, including subsistence, to be paid and the traveling expenses to be refunded to a witness or expert by the requesting State shall be calculated as from that person's place of residence and shall be at rates at least equal to those provided for in the rules in force in the State where the hearing is intended to take place.

2. If the requesting State considers that the personal appearance before, or that the assistance to, the competent authorities of a witness or expert is especially necessary, it shall so mention in its request for service of the summons and the requested State shall inform the witness or expert. The requested State shall advise the requesting State of the response of the witness or expert. In such a case, the request or the summons shall indicate the approximate allowances payable and the travelling and subsistence expenses refundable.

3. If a specific request is made, the requested State may grant the witness or expert an advance. The amount of the advance shall be endorsed on the request or on the summons and shall be refunded by the requesting State.

Article 11

## TRANSFER OF PRISONERS

1. A person in custody whose personal appearance as a witness or for the purpose of confrontation, or whose assistance to the competent authorities is applied for by the requesting State, shall, subject to the provisions of Article 9, in so far as these are applicable, be temporarily transferred to the territory of the requesting State, provided that the person shall be sent back within the period stipulated by the requested State.

2. The transfer may be refused:

- a) if the person in custody does not consent;
- b) if the person's presence is necessary at a penal proceeding pending in the territory of the requested State;
- c) if the transfer is liable to prolong the person's detention; or
- d) if there are other overriding grounds for not transferring the person to the territory of the requesting State.

3. The person transferred shall remain in custody in the territory of the requesting State, unless the requested State applies for that person's release.

Article 12

## CONTENT OF REQUESTS

1. Requests for mutual assistance shall include the following:

- a) the authority making the request,
- b) the object of and the reason for the request,

c) wherever possible, the identity and nationality of the person involved, and

d) where necessary, the name and address of the person to be served, or as much information as possible to allow that person's identification and location.

2. Requests may also contain any information that the requesting State considers useful to the requested State for the execution of the request.

3. Requests provided for in Article 5 shall also state the legal classifications of the acts or omissions and shall set out a summary of such acts or omissions. In addition, requests provided for in paragraph 4 of the said Article shall be accompanied by information allowing the requested State to determine whether it may comply with the request, including the reasons for which it is believed that evidence, records or documents are in a specific place in the territory of the requested State.

#### Article 13

##### CONFIDENTIALITY

Either State may ask the other to keep confidential the request and its response, except to the extent necessary to execute the said request and to make use of the response. A State shall endeavour to comply with such a request.

#### Article 14

##### EXEMPTION FROM AUTHENTICATION

Requests for mutual assistance and their accompanying documents shall not require any form of authentication.

Article 15

## REASONS FOR REFUSAL

The requested State shall inform the requesting State as soon as possible of any decision to deny a request in whole or in part and of the reason thereof.

Article 16

## EXPENSES

1. Subject to the provisions of Article 10, execution of requests for mutual assistance shall not entail refunding of expenses except those incurred by the attendance of experts in the territory of the requested State or the transfer of a person in custody carried out under Article 11.

2. However, if it appears that the execution of the request gives rise or might give rise to extraordinary expenses, the two States shall consult each other in order to determine the terms and conditions under which the execution of the request may proceed.

Article 17

## LANGUAGES

Requests for mutual assistance and their accompanying documents may be prepared in either French or English.

Article 18

## CONSULTATIONS

The States may consult each other, at the request of one of them, concerning the interpretation and the application of this Treaty.

Article 19

## ENTRY INTO FORCE AND TERMINATION

1. Each State shall notify the other of the completion of the procedures required for this Treaty to come into force.

2. This Treaty shall enter into force on the first day of the second month following the day on which the last notice was received.

3. Either State may terminate this Treaty at any time by giving the other State notice of termination through diplomatic channels. Termination shall take effect one year after the date of receipt of the said notice.

In witness whereof, the representatives of the two Governments, being authorized for this purpose, have signed this Treaty and affixed their seals thereto.

Done at Paris

this 15<sup>th</sup> of December , 1989 in  
duplicate in the French and English languages, each version being  
equally authentic.

For the Government  
of the Republic of France:

[Signed]<sup>1</sup>

For the Government  
of Canada:

[Signed]<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Signed by Pierre Arpaillange.

<sup>2</sup> Signed by Pierre Blais.

